



RAPPORT DE GESTION

**Technologies D-BOX inc.
Exercice financier clos le 31 mars 2019**

Table des matières

Table des matières	i
1. Étendue du rapport de gestion	1
2. Énoncés prospectifs	1
3. Message aux Actionnaires	2
Message du président du conseil d'administration	2
Message du président et chef de la direction	4
4. Faits saillants	6
4.1 Faits saillants financiers.....	6
Faits saillants de l'exercice clos le 31 mars 2019	6
Faits saillants du quatrième trimestre clos le 31 mars 2019	6
4.2 Faits saillants opérationnels	7
5. Perspectives	7
6. Profil de l'entreprise	8
7. Stratégie de l'entreprise	8
7.1 Modèles de revenus	8
7.2 Marché du divertissement	9
Croissance des salles de cinéma installées ou en commande au 31 mars	11
7.3 Marché de la simulation et formation	11
8. Mesures non conformes aux IFRS	12
9. Principales données financières	12
10. Résultats d'exploitation	13
10.1 Revenus.....	13
10.2 Bénéfice brut.....	15
10.3 Charges d'exploitation	15
10.4 Résultat financier	16
10.5 Impôt sur le résultat.....	16
10.6 Bénéfice net (perte nette)	16
11. BAIIA ajusté*	17
12. Situation de trésorerie et sources de financement	18
12.1 Activités d'exploitation.....	18
12.2 Activités d'investissement	18
12.3 Activités de financement	18
12.4 Capitaux propres.....	18
13. Information trimestrielle	19
14. Engagements contractuels	20
15. Capital social en circulation (26 juin 2019)	20
16. Jugements et estimations importants et Nouvelles prises de position en matière de comptabilité	20
17. Instruments financiers	21
Risque sur les taux d'intérêt	21
Risque de crédit.....	21
Risque de change	22
Risque de liquidité.....	22
18. Risques et Incertitudes	22

19. CONTRÔLES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE.....	23
20. Information additionnelle et continue.....	23

RAPPORT DE GESTION

Technologies D-BOX inc.

Exercice financier clos le 31 mars 2019

1. ÉTENDUE DU RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à mieux comprendre les activités de Technologies D-BOX inc. et ses filiales ainsi que les éléments-clés de ses résultats financiers. Il explique notamment l'évolution de la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2019 en les comparant aux résultats de l'exercice précédent. Il présente également une comparaison de ses bilans aux 31 mars 2019 et 31 mars 2018.

Ce rapport de gestion, préparé conformément au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue, devrait être lu en parallèle avec les informations contenues dans les états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 mars 2019 et les notes afférentes. Sauf indication contraire, les termes « Société » et « D-BOX » font référence à Technologies D-BOX inc.

Les états financiers consolidés vérifiés pour l'exercice financier clos le 31 mars 2019 de même que ce rapport de gestion a été revus par le comité d'audit et approuvés par le conseil d'administration de la Société. Sauf indication contraire, tous les montants dont il est question dans ce rapport de gestion sont exprimés en milliers de dollars canadiens.

2. ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Certains énoncés figurant dans ce rapport de gestion, notamment les énoncés concernant les opinions, les projets, les objectifs, les stratégies, les estimations, les intentions et les attentes de la Société, ainsi que d'autres énoncés ne portant pas sur des faits historiques, constituent des énoncés prospectifs. On peut reconnaître ces énoncés aux termes comme « prévoir », « anticiper », « estimer », « s'attendre à », « envisager », « croire », « prédire », et « avoir l'intention de » à d'autres termes et expressions similaires. Ces énoncés sont fondés sur l'information disponible au moment où ils sont formulés, sur des hypothèses établies par la direction et sur les attentes de cette dernière, agissant de bonne foi, à l'égard d'événements futurs, et ont trait, de par leur nature, à des risques connus et inconnus et à des incertitudes telles que la concurrence, la capacité de la Société à établir sa technologie, la capacité de la Société à poursuivre le déploiement de son réseau de distribution et à signer de nouvelles ententes commerciales dans le marché du divertissement et dans le marché de la simulation et formation, la fluctuation des taux de change, et d'autres facteurs mentionnés aux présentes (se reporter à la rubrique « Risques et incertitudes ») ou dans le dossier d'information continue de la Société. Les résultats réels de la Société pourraient différer de façon importante de ceux qu'indiquent ou que laissent entrevoir ces énoncés prospectifs. Par conséquent, il est recommandé de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs. Ces énoncés ne reflètent pas l'incidence potentielle d'éléments spéciaux ou encore d'un regroupement d'entreprises ou d'une autre opération qui pourrait être annoncée ou avoir lieu après la date des présentes. Sauf si la législation applicable l'exige, la Société n'a pas l'intention de mettre à jour ces énoncés prospectifs pour tenir compte, notamment, de nouveaux renseignements ou d'événements futurs, et elle ne s'engage nullement à le faire.

3. MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

Message du président du conseil d'administration

Chers actionnaires,

Quand je vous ai écrit l'an dernier, j'étais en poste depuis à peine quelques mois. Cette fois-ci, une année entière vient de passer. L'année a posé des défis quant à la croissance des revenus du marché cinématographique et du rendement de l'action, mais je confirme que D-BOX a progressé dans certains secteurs. Le marché du divertissement thématique et celui de la simulation et de la formation ont connu une croissance rapide, validant notre sage décision d'avoir diversifié nos sources de revenus. D-BOX a fait bonne figure en dépit de la situation générale du marché cinématographique et continue d'augmenter sa présence partout dans le monde.

Le conseil d'administration a travaillé de concert avec la direction de l'entreprise pour peaufiner sa stratégie de croissance et trouver des façons d'élargir son potentiel commercial; il a passé beaucoup de temps à revoir et à mettre au défi chaque secteur d'affaires, ainsi que la stratégie d'entreprise globale. Le conseil d'administration est convaincu que le plan d'ensemble de l'organisation pourra générer une croissance substantielle et que les améliorations technologiques en cours de développement ouvriront de nouveaux marchés et créeront une valeur accrue pour toutes les parties prenantes.

Le conseil d'administration a connu quelques changements. Je suis heureux de souhaiter la bienvenue à Brigitte Bourque. Elle a été nommée en février de cette année. Tout en apportant au conseil un large éventail de compétences, ses habiletés éprouvées en matière de ressources humaines joueront un rôle important dans le soutien de notre équipe au fur et à mesure que nos affaires évoluent.

Je désire également remercier Sylvain Lafrance pour sa contribution au cours des cinq dernières années passées au conseil d'administration. Sylvain a démissionné au printemps pour se concentrer davantage sur ses activités principales. Nous lui souhaitons du succès et il demeurera un bon ami de notre organisation.

Élaine Cousineau-Phenix a avisé le Conseil qu'elle ne sollicitera pas un nouveau mandat à la prochaine assemblée des actionnaires. Je remercie également Élaine Cousineau-Phenix pour ses quinze années à siéger au conseil d'administration. Elle a présidé le comité d'audit avec une rigueur qui aura su rassurer tous les membres. Nous lui souhaitons tout le meilleur alors qu'elle a décidé de ralentir ses activités professionnelles. Nous avons actuellement entamé une recherche dans le but de combler la vacance laissée par Élaine.

Il importe de souligner les efforts consentis par l'équipe de direction et tout le personnel dans le but d'accélérer le déploiement de notre technologie dans des marchés porteurs partout dans le monde. C'est grâce à leurs efforts que nous avons acquis des parts de marché et avons pu offrir à de très nombreux clients les avantages de notre technologie. Au nom des membres du conseil d'administration, je vous remercie pour votre engagement envers notre organisation.

Je remercie également mes collègues membres du conseil pour leur perspicacité et leur contribution. Leur compréhension des questions d'ordre stratégique et opérationnel est importante et la valeur qu'ils ajoutent à l'entreprise est inestimable. Merci!

Enfin, je désire exprimer la confiance du conseil d'administration dans l'avenir de l'entreprise. En marge des défis à relever, des occasions d'affaires extraordinaires s'offrent à nous et nous sommes certains que des résultats globaux positifs seront au rendez-vous.

Remerciements sincères,

Signé :

Jean-René Halde
Président du Conseil d'administration

Message du président et chef de la direction

Chers actionnaires,

D-BOX vise à élever l'expérience immersive à un niveau supérieur. Grâce à la confiance et au soutien indéfectible de nos clients, nos partenaires, nos employés et nos investisseurs, nous faisons vibrer le monde. En faisant appel à notre technologie de pointe brevetée pour fournir une expérience de mouvement immersif à de multiples marchés, nous développons une marque reconnue partout dans le monde. La force de la marque augmentera notre capacité de saisir des occasions d'affaires rentables et de créer de la valeur pour nos actionnaires au cours des années à venir.

L'année financière 2019 se reflète par un progrès dans nos différents secteurs d'affaires. Le marché de la simulation et de la formation a connu une croissance de 31 % au cours de l'exercice 2019 et compte pour 24 % des revenus totaux. La croissance s'est principalement traduite par la vente de systèmes à des clients de l'industrie de l'automobile, de la course automobile et des marchés sous-jacents du jeu vidéo.

Le marché du divertissement thématique a connu une croissance de 14 % au cours de l'exercice 2019 et compte pour 26 % des revenus totaux. Cette croissance est imputable aux partenariats conclus avec des intégrateurs majeurs. Par exemple, CL Corp a intégré la technologie D-BOX dans le projet du Parc Astérix, en France (un parc thématique comprenant un cinéma 4D muni de 85 fauteuils de mouvement). Un autre projet qui connaît du succès a été celui de *The Simpsons* dans un cinéma 4D comptant 85 fauteuils de mouvement D-BOX, livrés par Simex-Iwerks en Virginie, aux États-Unis.

Sur le marché cinématographique, les systèmes de mouvement D-BOX ont connu un taux d'occupation supérieur au taux d'occupation des sièges traditionnels au box-office du Canada et des États-Unis, passant de 6 % par rapport à 3 %¹. Par ailleurs, nous avons accru notre présence dans 41 pays et installé nos systèmes de mouvement sur 747 écrans par rapport à 40 pays et 684 écrans en 2018. Nous sommes particulièrement fiers d'avoir signé une entente avec Hoyts en Australie, Cinesa Luxe (une filiale du groupe Odeon, une entreprise de AMC Entertainment Company), et Maya Cinemas aux États-Unis. De plus, nous avons consolidé nos partenariats avec Cineplex et Cinemark. En outre, nous avons diverti plusieurs millions de cinéphiles partout dans le monde, soit une croissance de 8 %, démontrant la popularité de notre proposition à valeur ajoutée auprès des exploitants de salles de cinéma. Cette année encore, les fauteuils inclinables D-BOX ont contribué à notre succès en offrant une expérience hyperréaliste, un grand confort, un entretien facile et une excellente fiabilité.

Nos investissements en recherche et développement sont essentiels pour maintenir notre avantage concurrentiel dans nos marchés existants et pour nous permettre d'accéder à de nouvelles opportunités commerciales. Nous sommes fiers de constater que notre stratégie de diversification s'est révélée un succès et nous croyons que l'entreprise est en bonne position pour entamer les années qui viennent. Tout en regardant vers l'avenir, nous faisons preuve d'un optimisme prudent quant aux productions cinématographiques qui sortiront d'ici la fin de l'année et nous anticipons une contribution positive dans ce secteur d'affaires. Quant au secteur du divertissement thématique et au marché de la simulation et de la formation, l'expertise de D-BOX en mouvement immersif et en simulation réaliste positionne l'entreprise comme joueur important du monde de la réalité virtuelle (RV), du jeu, de l'automobile, ainsi que des marchés de simulation et de formation.

¹ Selon Rentrak

J'aimerais souligner la remarquable contribution de notre conseil d'administration. Sa collaboration et ses encouragements soutenus revêtent beaucoup d'importance au fur et à mesure que nos affaires progressent et que nous créons de nouvelles occasions d'affaires enrichissantes au cours des années à venir.

Enfin, j'aimerais exprimer ma gratitude à tout notre personnel. Votre dévouement à la marque, votre soutien et votre passion constituent les facteurs clés de notre croissance continue. Les efforts supplémentaires que vous déployez pour faire progresser l'entreprise ne passent pas inaperçus. Vous êtes, sans aucun doute, la raison de notre succès.

Remerciements sincères,

Signé :

Claude Mc Master
Président et chef de la direction

4. FAITS SAILLANTS

4.1 Faits saillants financiers

Faits saillants de l'exercice clos le 31 mars 2019

Comparaison avec l'exercice clos le 31 mars 2018 :

- Revenus annuels en baisse de 4 % pour atteindre 34,2 millions de dollars, comparativement à 35,5 millions de dollars.
- Revenus récurrents totalisant 8,6 millions de dollars, en hausse de 2 % comparativement à 8,4 millions de dollars.
- BAIIA ajusté* en baisse de 20 % pour atteindre 2,1 millions de dollars comparativement à 2,6 million de dollars.
- BAIIA ajusté*/revenus de 6 % comparativement à 7 %.
- Perte nette de 1,7 million de dollars comparativement à 1,8 million de dollars.
- Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation totalisant 0,4 million de dollars, en baisse de 2,3 millions de dollars comparativement à 2,7 millions de dollars.

Faits saillants du quatrième trimestre clos le 31 mars 2019

Comparaison avec le quatrième trimestre clos le 31 mars 2018 :

- Revenus trimestriels totalisant 8,3 millions de dollars, en baisse de 11 % comparativement à 9,3 millions de dollars.
- Revenus récurrents en baisse de 7 %, pour atteindre 1,8 million de dollars comparativement à 2,0 millions de dollars.
- BAIIA ajusté* trimestriel de 0,3 million de dollars comparativement à 0,9 million de dollars.
- BAIIA ajusté*/revenus a atteint 3 % comparativement à 10 %.
- Perte nette de 551 k\$ comparativement à un bénéfice net de 12 k\$.

Quatrième trimestre et exercice clos le 31 mars (en milliers de dollars sauf pour les données par action)				
	Quatrième trimestre		Exercice	
	2019	2018	2019	2018
Revenus	8 308	9 284	34 164	35 478
Bénéfice net (perte nette)	(551)	12	(1 705)	(1 761)
BAIIA ajusté*	267	906	2 062	2 573
Bénéfice net (perte nette) de base et diluée par action	(0,003)	0,000	(0,010)	(0,010)
Données du bilan consolidé				
	Au 31 mars 2019		Au 31 mars 2018	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9 635		10 141	

* Se référer à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 12 et au tableau du rapprochement du BAIIA ajusté au bénéfice net (perte nette) à la page 17.

4.2 Faits saillants opérationnels

- D-BOX a ajouté des sièges dans une première salle en Espagne par l'intermédiaire d'un partenariat avec Cinesa Luxe, une filiale du groupe Odeon, elle-même membre du groupe AMC Entertainment Company.
- D-BOX conclut une entente avec Hoyts cinemas, un des principaux exploitants de cinémas d'Australie, pour équiper 4 de ses salles avec plus de 200 fauteuils inclinables.
- D-BOX et Cineplex poursuivent leur partenariat et ont maintenant atteint le nombre de 100 salles de cinéma.
- D-BOX a inauguré sa première salle munie entièrement de fauteuils inclinables D-BOX à Las Vegas avec les cinémas Maya en janvier dernier.
- D-BOX signe une entente avec eSports Central pour inaugurer le premier complexe de divertissement eSports présentant 6 simulateurs de course automobile au centre-ville de Montréal.
- Subséquemment à la fin de son année financière, D-BOX a signé une entente avec PVR Cinemas, la plus importante entreprise de l'Inde. PVR exploite un réseau de cinémas combinant plus de 745 écrans répartis dans 160 emplacements.

5. PERSPECTIVES

D-BOX œuvre dans deux secteurs principaux : le marché du divertissement et le marché de la simulation et de la formation, lesquels se déclinent en sous-marchés respectifs.

Notre solution constitue une proposition attrayante pour les exploitants de salles de cinéma, car elle attire les cinéphiles en leur offrant une expérience immersive tout en permettant aux exploitants de salles d'engranger des revenus supplémentaires avec un retour sur investissement rapide. Avec une pénétration d'environ 1 % de la technologie de mouvement dans les salles de cinéma à travers le monde, la technologie de mouvement de D-BOX dispose d'une importante marge de croissance. De plus, D-BOX fait preuve d'un optimisme prudent compte tenu de la sortie des grandes productions cinématographiques à venir d'ici la fin de l'année, lesquelles ont un impact direct sur les revenus liés aux droits d'utilisation, de location et de maintenance.

Dans le secteur du divertissement thématique et le marché de la simulation et de la formation, l'expertise D-BOX en mouvement immersif et en simulation réaliste positionne l'entreprise comme un joueur actif de la croissance de la réalité virtuelle (RV), des jeux, de la simulation de courses automobiles, et des marchés de la simulation et de la formation. Ces deux marchés ont connu une croissance de 22 % par rapport à la même période l'année précédente et représentent 49 % des revenus totaux de l'année financière 2019. Malgré le fait que l'industrie en soit à ses premiers pas, nous sommes convaincus que ces marchés représentent des occasions de croissance durable au cours des prochaines années.

Alors que les ventes de systèmes dans chaque secteur peuvent être engagées dans de longs cycles de vente et subir des fluctuations de marché, nous croyons que notre stratégie de diversification dans divers marchés atténuera la volatilité de nos ventes de systèmes. Nous anticipons avec beaucoup d'impatience les occasions d'affaires qui s'offrent à nous. La taille et la croissance projetée dans chacun des marchés s'annoncent prometteuses.

6. PROFIL DE L'ENTREPRISE

D-BOX redéfinit et crée des divertissements immersifs hyperréalistes en faisant bouger le corps des spectateurs et en stimulant l'imagination de ces derniers grâce à sa technologie de mouvement. Cette expertise explique les raisons pour lesquelles D-BOX a collaboré avec les meilleures entreprises du monde pour raconter des histoires captivantes. Qu'il s'agisse de films, de jeux vidéo, d'applications exploitant la réalité virtuelle, de divertissements thématiques ou de simulateurs professionnels, D-BOX a pour mission de faire vibrer le monde.

Trois éléments produisent le mouvement synchronisé avec les images et le son :

1. les effets de mouvement logiciel programmés image par image sur la base du contenu visuel;
2. un contrôleur de mouvement servant d'interface entre le contenu visuel (films, jeux vidéo, simulation et formation, expériences de réalité virtuelle) et le système de mouvement D-BOX; et
3. le système de mouvement D-BOX qui est composé, entre autres, d'actuateurs électromécaniques exclusifs intégrés à une plateforme, un siège ou autre type d'équipement.

Au 31 mars 2019, D-BOX comptait 138 employés comparativement à 132 employés au 31 mars 2018.

7. STRATÉGIE DE L'ENTREPRISE

La Société est un leader dans la création d'expériences de divertissement immersives hyperréalistes. Elle est également dans une position unique lui permettant d'agir comme un facteur de différenciation pour les technologies de réalité virtuelle, les distributeurs de produits électroniques et les distributeurs de contenu.

D-BOX continue de développer la notoriété de sa marque en plus d'offrir un actif différenciateur générant des revenus dans divers secteurs d'activités. La Société vise deux marchés distincts pour ses systèmes de mouvement à la fine pointe de la technologie : le marché du divertissement et le marché de la simulation et formation.

Exemples d'applications	
Marché du divertissement	Marché de la simulation et formation
<p><i>Cinéma en salle</i></p> <p><i>Divertissement thématique :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Parcs thématiques ▪ Arcades ▪ Musées et planetariums <p><i>Divertissement à domicile:</i></p>	<p><i>Simulation et formation pour :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Automobiles ▪ Simulateurs de vol ▪ Équipements lourds/grues ▪ Simulation de course ▪ Santé
Réalité virtuelle pour le marché du divertissement et le marché de la simulation et formation	

7.1 Modèles de revenus

Les modèles de revenus de la Société proviennent principalement :

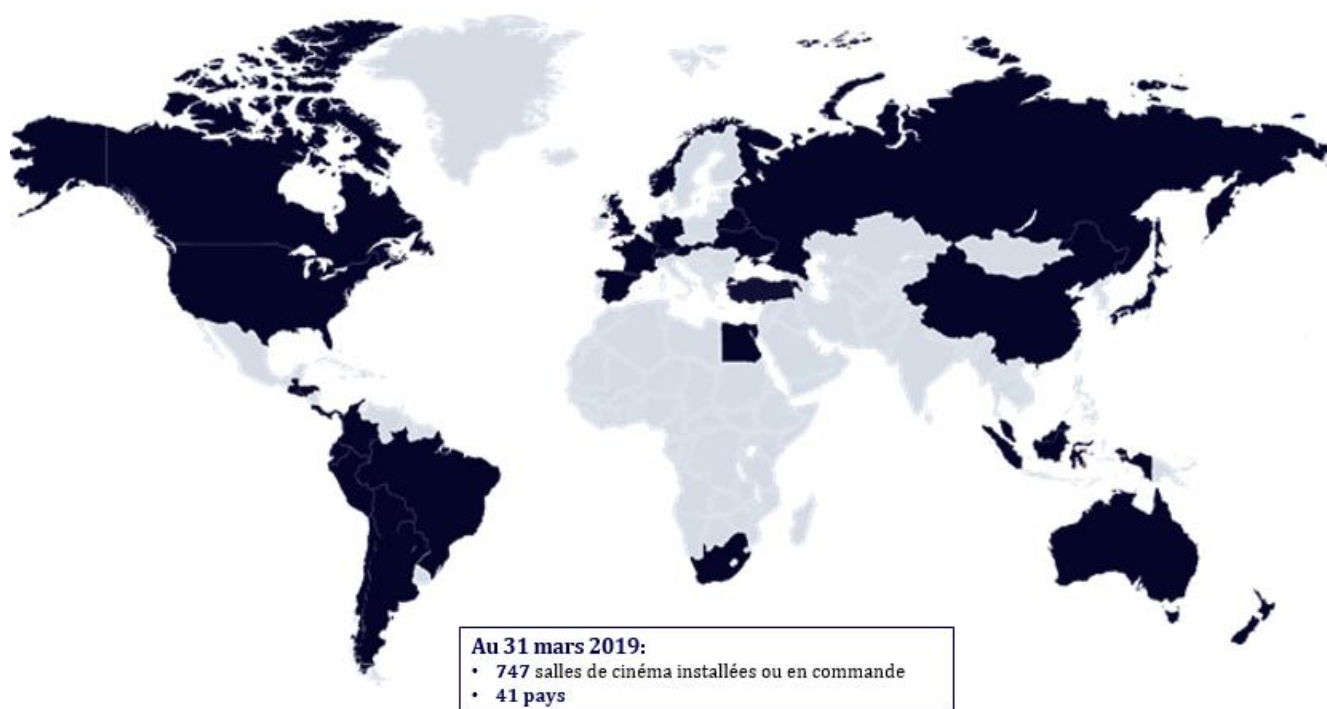
1. de la vente ou de la location des systèmes de mouvement D-BOX, incluant les sièges, les contrôleurs de mouvement, l'interface électronique et les serveurs informatiques;

- des droits d'utilisation de licence et d'usage du D-BOX Motion Code dans les salles de cinéma et centres de divertissement équipés de systèmes de mouvement D-BOX, pour visionner du contenu visuel encodé par D-BOX. La Société perçoit également des revenus de maintenance associés à l'utilisation des systèmes de mouvement;
- de la vente directe d'actuateurs à un réseau de revendeurs spécialisés, d'intégrateurs, d'équipementiers ou de fabricants de sièges qui incorporent et commercialisent la technologie D-BOX sous leur propre marque (équipementiers d'origine « OEM »).

7.2 Marché du divertissement

La Société poursuit constamment des négociations auprès de propriétaires de salles de cinéma afin d'accroître son empreinte commerciale.

D-BOX est présente dans 41 pays dans le monde



Cinéma en salle

La Société mise sur ses relations privilégiées et sa crédibilité établies auprès des principaux studios afin d'offrir un plus grand éventail de contenu pour les salles de cinéma. D-BOX est d'avis que les films à succès ont un effet direct sur le nombre de billets D-BOX vendus et sur les revenus de box-office des salles équipées de systèmes D-BOX.

Ceci permet :

- d'accélérer le déploiement de sa technologie auprès de nouveaux exploitants de salles qui veulent ajouter un élément distinctif à leur offre;
- de faciliter la vente de sa technologie auprès d'exploitants de salles de cinéma actuels qui veulent équiper plus d'un de leurs complexes ou équiper plus d'une salle dans un même complexe;
- de générer des ventes de systèmes de mouvement à la clientèle du sous-marché du divertissement à domicile haut de gamme qui veut vivre l'expérience D-BOX dans le confort de leur demeure; et

4. de présenter et mettre en valeur la technologie à des clients potentiels dans le marché de la simulation et de la formation.

Au 31 mars 2019, 51 exploitants ont plus d'un complexe qui intègre la technologie D-BOX et 204 localisations ont plus d'une salle dans un même complexe incorporant notre technologie.

L'accès au contenu est un élément-clé pour accélérer le déploiement de la technologie D-BOX. La Société continue de développer des relations d'affaires avec de nouveaux fournisseurs de contenu pour le cinéma et le jeu vidéo.

La nouvelle tendance en Amérique du Nord est d'équiper les salles de cinéma de sièges inclinables et D-BOX a été la première société à offrir des sièges inclinables intégrant la technologie de mouvement.

Le développement des affaires auprès des chaînes de cinéma est assuré par une équipe interne de développement d'affaires et par des partenaires externes dans certains pays. De plus, les représentants de la Société continuent de participer à des expositions commerciales d'importance. La Société croit que le marché du divertissement est un très bon moyen de démontrer sa technologie au plus grand nombre de gens possible. Celle-ci dégage des revenus significatifs par les droits de licence sur l'utilisation de la technologie en fonction des primes demandées sur les billets d'admission en salle, par la vente ou la location de systèmes de mouvement, ainsi que par les revenus de maintenance des systèmes de mouvement. Cette stratégie permet d'augmenter de façon importante la notoriété de la marque.

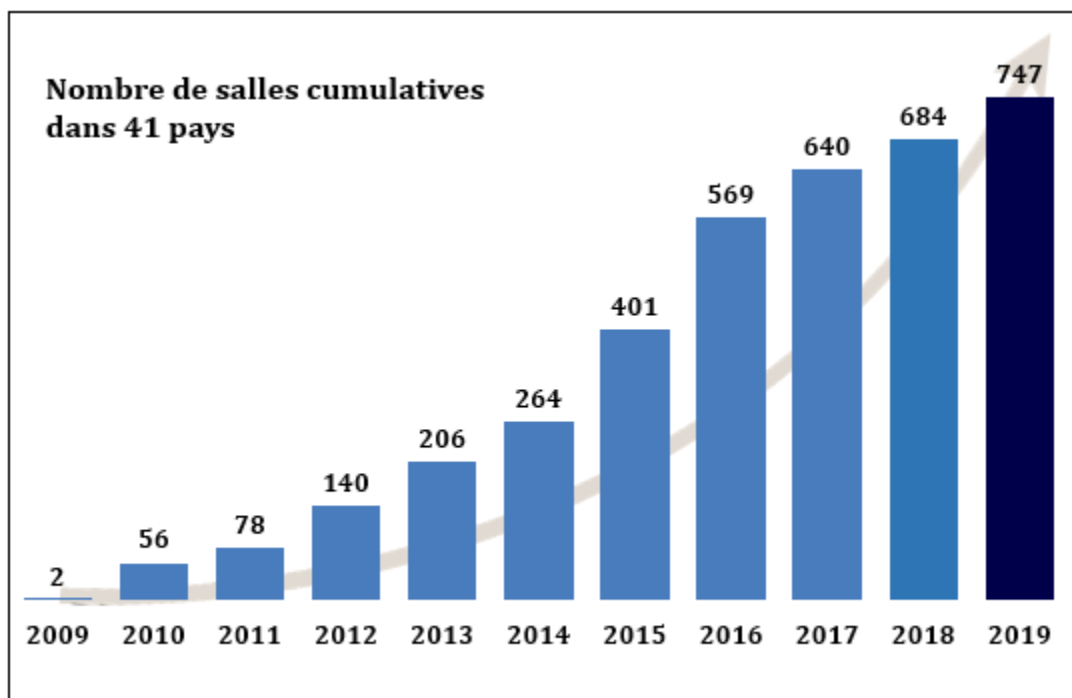
En résumé, D-BOX a démontré :

- que les cinéphiles sont prêts à payer une prime sur le coût d'un billet d'admission afin de profiter d'une expérience de mouvement immersive hyperréalistes et non distractive;
- qu'elle génère une source d'achalandage et de revenus pour les exploitants de salles de cinéma, leur permettant ainsi de se distinguer par rapport à la compétition et d'accroître leurs revenus (i) directs provenant de la vente de billets pour la zone D-BOX, et (ii) indirects provenant de la vente d'aliments et boissons);
- qu'elle procure une visibilité et une source de revenus pour les studios; et
- qu'elle offre une solution pour réduire les symptômes de vertiges associés à l'expérience de la réalité virtuelle.

À titre d'instrument de mesure de la réalisation de ses objectifs de déploiement à l'égard des chaînes de cinéma, la Société tient compte de la progression des systèmes de mouvement installés en plus du carnet de commandes. La Société définit le carnet de commandes comme suit : un engagement ou une commande reçue pour des systèmes de mouvement dans le cadre d'une entente contractuelle et dont l'installation est prévue à l'intérieur d'une période de vingt-quatre (24) mois.

Le total des salles installées ou en commande a augmenté de 9 % et s'élève à 747 au 31 mars 2019 comparativement à 684 il y a un an.

Croissance des salles de cinéma installées ou en commande au 31 mars



Marchés du divertissement thématique et à domicile haute de gamme

À l'égard des produits destinés au divertissement à domicile haut de gamme, la Société vise à :

1. vendre des produits sous sa propre marque et sous des marques d'équipementiers d'origine, d'intégrateurs et de revendeurs;
2. augmenter l'offre de contenu D-BOX; et
3. créer des produits et former des partenariats avec des joueurs stratégiques qui permettent une pénétration progressive de ce marché.

7.3 Marché de la simulation et formation

Le marché de la simulation et formation concerne la vente de systèmes à un éventail varié de sous marchés tels que : l'automobile, la défense, les simulateurs de vol, les équipements lourds/grues, la simulation de course et la santé.

La Société vend des produits sous sa propre marque et sous des marques d'équipementiers d'origine, d'intégrateurs et de revendeurs, et adapte les produits en fonction des demandes spécifiques de manufacturiers et équipementiers d'origine de façon à pénétrer de nouveaux marchés

8. MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Dans le présent rapport de gestion, la Société a recours à deux mesures non conformes aux Normes internationales d'information financière (IFRS) : 1) le BAIIA ajusté* et 2) le bénéfice brut excluant l'amortissement. Bien que ces mesures fournissent de l'information utile et complémentaire, elles n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS et sont peu susceptibles d'être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs.

- 1) Le BAIIA ajusté* fournit de l'information utile et complémentaire, permettant notamment d'évaluer la rentabilité et la capacité de la Société à générer des flux de trésorerie avec les activités d'exploitation. Il inclut le bénéfice net (la perte nette) et exclut ce qui suit : l'amortissement, les frais financiers nets des revenus d'intérêts, les impôts sur le résultat, les radiations d'immobilisations corporelles et incorporelles, les charges au titre des paiements fondés sur les actions, le gain ou la perte de change et les frais de restructuration non récurrents.
- 2) Le bénéfice brut excluant l'amortissement permet aussi d'évaluer la capacité de la Société à générer de la trésorerie par la vente de ses produits en considérant le coût des produits mais en excluant le principal élément non monétaire soit l'amortissement (voir le tableau expliquant le rapprochement du bénéfice brut excluant l'amortissement au bénéfice brut à la page 15).

9. PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES

Les tableaux suivants présentent certaines données financières importantes pour le quatrième trimestre et l'exercice financier clos le 31 mars 2019 en les comparant avec les mêmes périodes de l'exercice précédent.

Données sur l'état consolidé de la perte nette et du résultat global	Exercice clos le 31 mars		Quatrième trimestre clos le 31 mars	
	2019	2018	2019	2018
Revenus	34 164	35 478	8 308	9 284
Bénéfice brut excluant l'amortissement*	20 576	20 047	5 048	5 107
Bénéfice net (perte nette)	(1 705)	(1 761)	(551)	12
BAIIA ajusté*	2 062	2 573	267	906
Bénéfice net (perte nette) de base et dilué(e) par action	(0,010)	(0,010)	(0,003)	0,000

* Se référer à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 12.

Données sur l'état consolidé des flux de trésorerie	Exercice clos le 31 mars	
	2019	2018
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	411	2 719
Biens destinés à la location	(88)	(804)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(395)	(589)
Acquisition d'actifs incorporels	(714)	(815)

Le tableau suivant présente certaines données financières importantes du bilan consolidé au 31 mars 2019 et au 31 mars 2018.

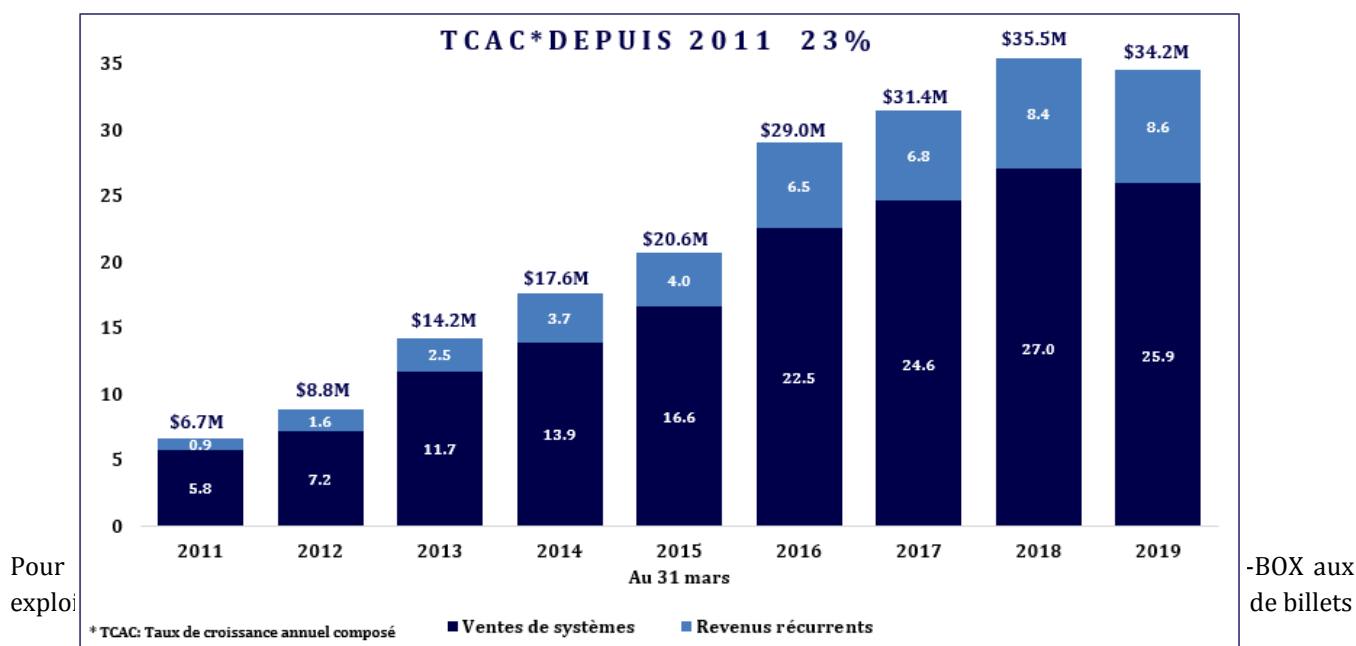
Données du bilan consolidé	Au 31 mars 2019	Au 31 mars 2018
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9 635	10 141
Stocks	7 526	7 761
Fonds de roulement	12 126	16 648
Actif total	33 764	34 354
Passif à court terme	12 403	7 003
Passif total	13 241	12 257
Capitaux propres	20 523	22 097

10. RÉSULTATS D'EXPLOITATION

10.1 Revenus

Les revenus de l'exercice clos le 31 mars 2019 ont baissé de 4 % pour atteindre 34,2 millions de dollars comparativement à 35,5 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 mars 2018.

Croissance des revenus D-BOX pour les exercices financiers de 2011 à 2019 (Vente de systèmes et revenus récurrents)



générés par le cinéma en salle, des ventes de systèmes à des clients pour le divertissement à domicile et des ventes de systèmes à des clients du divertissement thématique.

Les revenus sont composés également de ventes de systèmes de mouvement aux clients du marché de la simulation et formation qui commercialisent sous leurs propres marques les systèmes de mouvement D-BOX.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, le marché du divertissement a connu une baisse de revenus de 11 % pour atteindre 26,0 millions de dollars comparativement à 29,2 millions de dollars en 2018. Les revenus provenant des exploitants de salles de cinéma ont baissé de 11 % passant de 18,4 millions de dollars en 2018 à 16,4 millions de dollars en 2019. Ces revenus comprennent : (i) les ventes de systèmes pour 7,8 millions de dollars, en baisse de 22 % (10,0 millions de dollars en 2018) (ii) les revenus de droits d'utilisation, location et maintenance sur les ventes de billets d'admission pour les cinémas en salles qui ont atteint un total de 8,6 millions de dollars en 2019 (8,4 millions de dollars en 2018), une hausse de 2 %.

Les revenus provenant des droits d'utilisation, de location et de maintenance varient d'une période à une autre, notamment en fonction des éléments suivants :

- la performance au box-office des films présentés, laquelle peut varier considérablement d'un film à l'autre;
- le partage des revenus entre les exploitants de salles de cinéma et les studios;
- la performance individuelle des exploitants de salles de cinéma;
- le nombre moyen de systèmes de mouvement D-BOX installés;
- le nombre de représentations d'un film D-BOX en salle par semaine qui varie dépendamment du pays dans lequel le film est présenté ou même d'un exploitant à un autre; et
- le nombre de semaines pendant lequel un film est joué, cette durée pouvant notamment varier d'un pays à un autre étant donné une date différente de lancement et la volonté d'un exploitant de salles de cinéma de présenter un film sur une période plus ou moins longue.

Le marché du divertissement inclut aussi les ventes de systèmes pour le divertissement à domicile haut de gamme et les ventes de systèmes pour le divertissement thématique. Les ventes du marché du divertissement à domicile ont diminué de 71 % à 0,9 million de dollars pour l'exercice clos le 31 mars 2019 (3,1 millions de dollars en 2018).

Les ventes de systèmes pour le divertissement thématique ont augmenté de 14 % pour atteindre 8,7 millions de dollars au 31 mars 2019 comparativement à 7,7 millions de dollars l'an dernier.

Les ventes de systèmes de mouvement aux clients du marché de la simulation et formation ont augmenté de 31 % pour un total de 8,1 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 mars 2019 comparativement à 6,2 millions de dollars réalisées l'an dernier. La hausse des revenus de ce marché est principalement expliquée par d'importantes ventes à des clients du secteur de l'automobile, les voitures de courses et les arcades.

Pour le quatrième trimestre clos le 31 mars 2019, les revenus ont baissé de 11 % passant de 9,3 millions de dollars comparativement à 8,3 millions de dollars pour la même période de l'an dernier. Les revenus du marché du divertissement ont diminué de 25 % à 5,7 millions de dollars (7,7 millions de dollars en 2018). Ceci est en grande partie le résultat d'une baisse de 23 % de revenus de vente de système pour le divertissement thématique ont passant de 3,6 millions de dollars le trimestre se terminant le 31 mars 2018 à 2,8 millions de dollars cette année ainsi qu'une baisse de 83 % des ventes de systèmes pour le divertissement à domicile qui sont passées de 0,9 million de dollars en 2018 pour diminuer à 0,2 million de dollars en 2019. Les ventes de système de salles de cinéma ont baissé de 19% passant

de 1,2 million de dollars en 2018 à 1,0 million de dollars en 2019. Les revenus de droits d'utilisation, location et maintenance sur les ventes de billets d'admission pour les cinémas en salle sont en baisse de 7% à 1,8 million de dollars (2,0 millions de dollars en 2018).

Les revenus du marché de la simulation et formation ont augmenté de 59 % pour atteindre 2,6 millions de dollars au quatrième trimestre 2019 comparativement à 1,6 million de dollars en 2018.

10.2 Bénéfice brut

Le tableau suivant explique le rapprochement du bénéfice brut excluant l'amortissement au bénéfice brut :

	Exercice clos le 31 mars		Quatrième trimestre clos le 31 mars	
	2019	2018	2019	2018
Revenus	34 164	35 478	8 308	9 284
Bénéfice brut	18 740	18 061	4 620	4 549
Amortissement rattaché au coût des produits vendus	1 836	1 986	428	558
Bénéfice brut excluant l'amortissement*	20 576	20 047	5 048	5 107
Marge brute excluant l'amortissement	60 %	57 %	61 %	55 %

* Se référer à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 12.

Pour l'exercice financier clos le 31 mars 2019, le bénéfice brut est en hausse de 4 % à 18,7 millions (55 % des revenus) de dollars comparativement à 18,1 millions de dollars (51 % des revenus) pour l'exercice financier précédent. Excluant l'amortissement rattaché au coût des produits vendus, le bénéfice brut a augmenté de 3 % et s'est élevé à 20,6 millions de dollars (60 % des revenus) comparativement à 20,0 millions de dollars (57 % des revenus) l'an dernier.

Pour le quatrième trimestre clos le 31 mars 2019, le bénéfice brut a augmenté de 2 % à 4,6 millions de dollars comparativement à 4,5 millions de dollars pour le même trimestre de l'exercice précédent. Excluant l'amortissement rattaché au coût des produits vendus, le bénéfice brut a diminué de 1 % à 5,0 millions de dollars (61 % des revenus) comparativement à 5,1 millions de dollars (55 % des revenus) l'an dernier.

10.3 Charges d'exploitation

Frais de ventes et marketing : Les frais de ventes et marketing se composent principalement des coûts liés au personnel incluant la charge au titre des paiements fondés sur les actions, des honoraires professionnels, des frais de publicité et du matériel promotionnel aux points de vente et des frais de participation à des foires commerciales. Ils incluent aussi les frais relatifs aux codes de mouvement et autres frais de marketing.

Pour l'exercice financier clos le 31 mars 2019, les frais de ventes et marketing demeurent à 29 % des revenus, soit à 9,8 millions de dollars et sont au même niveau que l'an dernier.

Pour le quatrième trimestre clos le 31 mars 2019, les frais de ventes et marketing ont monté de 3 % à 2,4 millions de dollars (29 % des revenus), comparativement à 25 % des revenus pour le même trimestre clos le 31 mars 2018.

Frais d'administration : Les frais d'administration se composent notamment des coûts liés au personnel incluant la charge au titre des paiements fondés sur les actions, des honoraires professionnels et des autres frais généraux et administratifs.

Pour l'exercice financier clos le 31 mars 2019, les frais d'administration sont en hausse de 2 % à 6,8 millions de dollars soit 20 % des revenus comparativement à 19 % des revenus pour l'exercice financier clos le 31 mars 2018.

Pour le quatrième trimestre clos le 31 mars 2019, les frais d'administration sont en hausse de 2 % à 1,8 million de dollars soit 22 % des revenus en hausse comparativement à niveau de 20 % pour le trimestre clos le 31 mars 2018.

Frais de recherche et développement : Les frais de recherche et développement incluent principalement les coûts liés au personnel, l'amortissement des actifs et des brevets, les autres coûts liés à l'amélioration des produits existants ainsi qu'aux frais d'adaptation des produits aux diverses normes internationales, moins les crédits d'impôt à l'investissement.

Pour l'exercice financier clos le 31 mars 2019, les frais de recherche et développement se sont élevés à 3,0 millions de dollars soit 9 % des revenus en hausse comparativement à niveau de 8 % des revenus enregistré l'an dernier.

Pour le quatrième trimestre clos le 31 mars 2019, les frais de recherche et développement ont augmenté de 115 % à 0,8 million de dollars, soit 9 % des revenus, en hausse comparativement à un niveau de 4 % pour le même trimestre de l'an dernier.

Frais de perte de change (gain) : Le gain ou la perte de change résulte principalement de la fluctuation de la devise canadienne par rapport à la devise américaine lors de la conversion des opérations en devise américaine au cours du jour de la transaction et des actifs et passifs monétaires libellés en devise américaine au cours de clôture.

Ainsi pour l'exercice financier clos le 31 mars 2019, la perte de change s'est élevée à 0,3 million de dollars comparativement à une perte de change de 0,1 million de dollars lors de l'exercice précédent.

Pour le quatrième trimestre clos le 31 mars 2019, la perte de change s'est élevée à 40 k\$ comparativement à un gain de change de 0,2 million de dollars pour le même trimestre de 2018.

La fluctuation de change s'explique par la volatilité de la devise canadienne par rapport à la devise américaine survenue au cours de ces périodes.

10.4 Résultat financier

Pour l'exercice financier clos le 31 mars 2019, les charges financières nettes des intérêts créditeurs sont demeurées stables à 0,5 million de dollars soit le même niveau que l'exercice précédent.

Pour le quatrième trimestre clos le 31 mars 2019, les charges financières nettes des intérêts créditeurs sont demeurées stables à 0,1 million de dollars soit le même niveau que le trimestre clos le 31 mars 2018.

10.5 Impôt sur le résultat

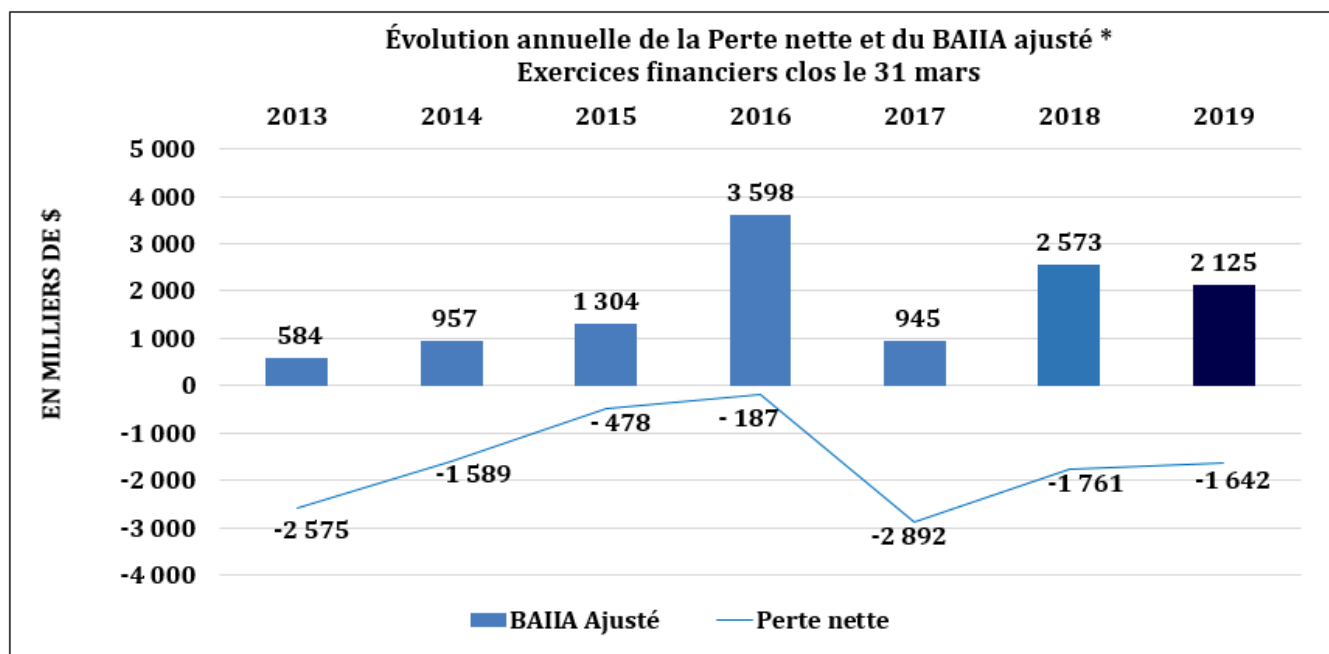
En ce qui concerne la comptabilisation de ses impôts différés, la Société a conclu qu'une provision pour moins-value équivalente aux montants des actifs d'impôts différés devait être comptabilisée. La charge d'impôt sur les résultats est reliée aux opérations internationales de D-BOX effectuées dans différents pays sous des juridictions fiscales différentes.

10.6 Bénéfice net (perte nette)

La perte nette pour l'exercice financier clos le 31 mars 2019 s'est élevée à 1,7 million de dollars (perte nette de base et diluée par action de 0,010 \$) en comparaison à une perte nette de 1,8 million de dollars (perte nette de base et diluée par action de 0,010 \$ pour 2018).

Pour le quatrième trimestre, la perte nette s'est élevée à 551 k\$ (perte nette de 0,003 \$ par action), comparativement à un bénéfice net de 12 k\$ (bénéfice net de 0,000 \$ par action) pour le même trimestre en 2018.

11. BAIIA AJUSTÉ*



* Se référer à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 12.

Pour l'exercice financier clos le 31 mars 2019, le BAIIA ajusté s'est élevé à 2,1 millions de dollars comparé à 2,6 millions de dollars l'an dernier.

Pour le quatrième trimestre, le BAIIA ajusté s'est élevé à 0,3 million de dollars comparativement à un BAIIA ajusté de 0,9 million de dollars pour la même période l'an dernier.

Le tableau suivant explique le rapprochement du BAIIA ajusté au bénéfice net ou à la (perte nette).

	Exercice clos le 31 mars		Quatrième trimestre clos le 31 mars	
	2019	2018	2019	2018
Bénéfice net (perte nette)	(1 705)	(1 761)	(551)	12
Amortissement des immobilisations corporelles	1 934	2 332	422	569
Amortissement des actifs incorporels	800	748	198	261
Amortissement des autres actifs	3	5	1	2
Résultat financier (charges financières moins intérêts créditeurs)	529	525	145	124
Impôts sur le résultat	10	5	(36)	—
Radiation d'immobilisation corporelles	—	1	—	1
Radiation d'actifs incorporels	—	145	—	93
Charge au titre des paiements fondés sur les actions	157	226	48	20
Perte (gain) de change	334	90	40	(176)
Frais de restructuration	—	257	—	—
BAIIA ajusté	2 062	2 573	267	906

* Se référer à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 12.

12. SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Au 31 mars 2019, l'actif à court terme s'établissait à 24,5 millions de dollars comparativement à 23,7 millions de dollars au 31 mars 2018

Le fonds de roulement a baissé à 12,1 millions de dollars au 31 mars 2019 comparativement à 16,6 millions de dollars au 31 mars 2018. Cette baisse est dû à l'augmentation de la portion à court terme de la dette à terme de 4,9 millions de dollars. Les débiteurs, essentiellement composés de comptes clients, de crédits d'impôt à l'investissement et des taxes à la consommation à recevoir, ont augmenté à 6,5 millions de dollars, comparativement à 5,3 millions de dollars au 31 mars 2018. Les stocks ont diminué de 3 % à 7,5 millions de dollars comparativement à 7,8 millions de dollars au 31 mars 2018.

Le passif à court terme a augmenté à 12,4 millions de dollars au 31 mars 2019 comparativement à 7,0 millions de dollars au 31 mars 2018. Le passif à court terme est composé des créditeurs et charges à payer qui ont augmenté de 4% à 6,6 millions de dollars (6,3 millions de dollars en 2018). La portion à court terme de la dette à long terme a monté à 4,9 millions de dollars comparativement à néant au 31 mars 2018.

12.1 Activités d'exploitation

Pour l'exercice financier clos le 31 mars 2019, les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se sont élevés à 0,4 million de dollars comparativement à des flux de trésorerie générés de 2,7 millions de dollars pour l'exercice financier précédent. Cet écart dans les flux de trésorerie générés est le résultat i) d'une baisse de 0,2 million de dollars dans les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation avant la variation des éléments du fonds de roulement, ii) une variation négative des flux de trésorerie requis pour le fonds de roulement de 2,1 millions de dollars.

12.2 Activités d'investissement

Pour l'exercice financier clos le 31 mars 2019, les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement se sont élevés à 1,1 million de dollars comparativement à 1,4 million de dollars pour l'exercice précédent. L'écart provient d'une baisse de 0,2 million de dollars des acquisitions d'immobilisations corporelles et par une baisse de 0,1 million de dollars dans les acquisitions d'actifs.

12.3 Activités de financement

Il n'y a pas eu d'activités de financement au cours des exercices financiers clos les 31 mars 2019 et 31 mars 2018.

Au 31 mars 2019, le taux d'intérêt effectif de la dette à long terme était de 10,7 % et la Société était en conformité avec toutes les clauses restrictives.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2019, les intérêts débiteurs sur la dette à long terme imputés aux résultats se sont élevés à 0,5 million de dollars, soit le même niveau que l'an dernier comprenant un montant de 160 k\$ (144 k\$ en 2018) comptabilisé à titre de charge de désactualisation.

La direction a l'intention de refinancer la dette à long terme avant son échéance.

12.4 Capitaux propres

Les capitaux propres ont diminué de 1,6 million de dollars à 20,5 millions de dollars au 31 mars 2019 comparativement à des capitaux propres de 22,1 millions de dollars au 31 mars 2018. La diminution des capitaux propres provient principalement de la perte nette de 1,7 million de dollars réalisée au cours de l'exercice financier.

13. INFORMATION TRIMESTRIELLE

Les résultats d'exploitation pour chacun des huit derniers trimestres sont présentés dans le tableau suivant :

	2019				2018			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Revenus provenant du marché du divertissement								
<i>Exploitants de salles de cinéma :</i>								
Vente de systèmes	999	1 896	2 688	2 197	1 236	3 537	2 133	3 115
Droits d'utilisation, location et maintenance	1 831	2 073	2 102	2 605	1 967	2 482	1 828	2 150
	2 830	3 969	4 790	4 802	3 203	6 019	3 961	5 265
<i>Vente de systèmes pour le divertissement à domicile</i>	2 757	2 140	1 312	2 512	3 561	2 760	903	442
<i>Vente de systèmes pour le divertissement thématique</i>	151	146	365	253	905	265	1 211	751
Total revenus du marché du divertissement	5 738	6 255	6 467	7 567	7 669	9 044	6 075	6 458
Revenus provenant du marché de la simulation et formation								
	2 570	2 033	1 619	1 945	1 615	1 356	1 578	1 683
REVENUS TOTAUX	8 308	8 258	8 086	9 512	9 284	10 400	7 653	8 141
BAIIA ajusté*	267	515	127	1 157	906	1 114	176	377
Bénéfice net (perte nette)	(551)	(177)	(748)	(229)	12	51	(840)	(984)
Bénéfice net (perte nette) de base et dilué par action (en milliers)	(0,003)	(0,001)	(0,004)	(0,001)	0,000	0,000	(0,004)	(0,006)
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires	175 951	175 951	175 951	175 951	175 951	175 951	175 951	175 951

* Se référer à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à page 12 et au tableau du rapprochement du BAIIA ajusté au bénéfice net (perte nette) à la page 17.

14. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

La Société loue des locaux et des équipements conformément à des contrats de location-exploitation et s'est engagée à long terme pour l'achat de services. Les paiements minimaux pour les années futures sont les suivants :

	Baux	Autres engagements
2019	321	34
2020 to 2022	568	34
	889	68

Les dépenses liées aux contrats de location-exploitation de la Société s'établissaient à 567 k\$ en 2019 (551 k\$ en 2018) et sont garanties aux bailleurs par l'universalité des biens meubles et effets mobiliers, tant présents que futurs.

15. CAPITAL SOCIAL EN CIRCULATION (26 JUIN 2019)

	Actions ordinaires de catégorie A
Actions ordinaires de catégorie A en circulation	175 950 573
Instruments convertibles	
Options d'achat d'actions en circulation	15 807 100
Bons de souscription	6 500 000
	198 257 673

16. JUGEMENTS ET ESTIMATIONS IMPORTANTS ET NOUVELLES PRISES DE POSITION EN MATIÈRE DE COMPTABILITÉ

L'IFRS 9, Instruments financiers

Le 1^{er} avril 2018, la Société a adopté la norme IFRS 9, *Instruments financiers*, qui simplifie l'évaluation et le classement des actifs financiers en réduisant le nombre de catégories d'évaluation dans l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. De plus, la nouvelle norme comprend une option de juste valeur pour la désignation d'un passif financier non dérivé, son classement et son évaluation ainsi qu'un nouveau modèle de comptabilité de couverture plus étroitement lié avec les mesures de gestion des risques prises par les entités. L'IFRS 9 introduit aussi un modèle de dépréciation fondé sur les pertes attendues selon lequel les pertes de crédit attendues devront être comptabilisées en temps opportun. Plus précisément, l'entreprise devra comptabiliser les pertes de crédit attendues dès la comptabilisation initiale des instruments financiers, et comptabiliser en temps opportun les pertes de crédit attendues sur leur durée de vie.

L'IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

L'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, remplace les normes antérieures sur les produits des activités ordinaires, y compris l'IAS 11, *Contrats de construction*, et l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et toutes les interprétations actuelles des IFRS portant sur les produits des activités ordinaires. L'IFRS 15 établit un modèle unique de comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients. Cette norme s'applique à tous les contrats conclus avec des clients [sauf pour un nombre limité d'exceptions], quel que soit le type d'opération génératrice de produits ou le secteur d'activité. En vertu de cette norme, la comptabilisation des produits des activités ordinaires doit illustrer le transfert des biens ou services promis à un client selon le montant reflétant la contrepartie attendue en échange du transfert de ces biens ou services.

Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2018, la Société a adopté l'IFRS 15 en appliquant la méthode rétrospective intégrale et l'adoption n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés de la Société ni sur le calendrier de comptabilisation des revenus. Par conséquent, les revenus de la Société continuent d'être comptabilisés au moment où les obligations de prestation aux termes des contrats avec les clients sont remplies, habituellement à la livraison des biens ou à l'utilisation des systèmes de mouvement.

IFRS 16, Contrats de location

L'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*, qui doit être appliquée rétrospectivement pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. L'IFRS 16 remplace l'IAS 17, *Contrats de location*, et les interprétations connexes. Selon cette nouvelle norme, qui présente un modèle unique de comptabilisation pour les contrats de location et élimine la distinction existante entre les contrats de location-financement et contrats de location simple, la plupart des contrats de location seront comptabilisés dans le bilan consolidé. Certaines exemptions s'appliqueront aux contrats de location à court terme et aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur.

La Société prévoit adopter l'approche rétrospective modifiée le 1^{er} avril 2019, sans retraitement des chiffres comparatifs, et évaluer l'actif au titre du droit d'utilisation à sa valeur comptable comme si l'IFRS 16 avait été appliquée depuis la date de son adoption. La Société choisira d'appliquer les exemptions proposées dans la norme aux contrats de location dont l'échéance se situe dans les 12 mois suivant la date de première application et aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur.

La Société prévoit que l'adoption de l'IFRS 16 aura une incidence significative sur ses états financiers consolidés puisque presque tous les contrats de location simple seront capitalisés avec une obligation locative correspondante, alors que les charges locatives seront remplacées par l'amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation et une charge d'intérêts au titre de la désactualisation comptabilisée sur l'obligation connexe. La Société termine actuellement son évaluation de l'incidence financière de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

17. INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque sur les taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de l'évolution des taux d'intérêt pratiqués sur le marché.

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt en raison des fluctuations des taux d'intérêt sur les équivalents de trésorerie qui rapportent des intérêts aux taux du marché. La Société n'a pas recours à des instruments dérivés pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt. Sur une base annuelle, une variation de 1 % des taux d'intérêt aurait une incidence nette sur la perte nette et le résultat global de 0,1 million de dollars, soit le même niveau que l'an dernier.

La Société gère son risque de taux d'intérêt en maximisant le revenu d'intérêts gagné sur les fonds excédentaires tout en maintenant les liquidités nécessaires à la poursuite de ses activités sur une base quotidienne. Les équivalents de trésorerie sont composés de titres de fonds de marché monétaire et d'autres instruments échéant à court terme.

Risque de crédit

La Société est sujette à des pertes sur créances découlant de défauts de paiement par des tierces parties. La Société évalue la solvabilité de ses clients afin de limiter le montant du crédit offert, le cas échéant, et établit une provision pour pertes attendues de crédit suffisante pour couvrir les pertes probables et raisonnablement estimées. En outre, la Société assure généralement ses soldes de débiteurs auprès d'Exportations et développement Canada. Au 31 mars 2019, un client représentait 14 % du total des comptes clients et 54 % des comptes clients étaient assurés à 90 % du solde à recevoir [au 31 mars 2018, un client représentait 14 % du total des comptes clients et 46 % des comptes clients étaient assurés à 90 % du solde à recevoir]. Par le passé, la Société n'a jamais eu à radier un montant appréciable de comptes

clients. En date du 31 mars 2019, le total des comptes clients dus depuis plus de 90 jours était de 6 % [18 % en 2018]. La provision pour pertes attendues de crédit s'élevait à 74 k\$ au 31 mars 2019 [65 k\$ au 31 mars 2018]. Les débiteurs incluent les crédits d'impôt à l'investissement et les taxes à la consommation à recevoir qui sont recevables du gouvernement et ne sont pas exposés à un risque de crédit important. La trésorerie et les équivalents de trésorerie font l'objet de contrats avec un nombre restreint de banques à charte canadiennes.

L'exposition maximale aux risques de crédit pour les instruments financiers correspondait à leur valeur comptable aux 31 mars 2019 et 2018.

La Société a aussi vendu 11 % et 10 % de ses revenus à deux clients du marché du divertissement [16 % et 11 % à deux clients du marché du divertissement en 2018].

Risque de change

La Société court un risque de change en raison de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des comptes clients, des dépôts et des créditeurs libellés en dollars américains. Au 31 mars 2019, les actifs financiers, consistant principalement de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des comptes clients et des dépôts libellés en dollars américains, totalisaient respectivement 1,6 million de dollars, 3,6 millions de dollars et 0,2 million de dollars [respectivement 4,6 millions de dollars, 3,1 millions de dollars et 0,1 million au 31 mars 2018] et les passifs financiers libellés en dollars américains totalisaient 1,0 million de dollars [1,0 million de dollars au 31 mars 2018]. Au 31 mars 2019, une augmentation ou une diminution de 10 % du taux de change de la devise américaine par rapport au dollar canadien aurait une incidence de 0,6 million de dollars [0,8 million de dollars au 31 mars 2018] sur la perte nette et le résultat global.

De plus, la Société a recours à des instruments financiers dérivés afin d'atténuer le risque de change. La Société a choisi de ne pas appliquer la comptabilité de couverture. Elle est toutefois d'avis que ces instruments dérivés couvrent en partie le risque de change connexe à l'égard de ces opérations. Au 31 mars 2019, la Société détenait des contrats de change d'une valeur nominale de 14,7 millions (1,9 million de dollars au 31 mars 2018) allant de 1,26 à 1,33 (1,24 au 31 mars 2018 échéant d'avril 2019 à mars 2020 (avril et mai 2018)).

Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Société ne soit pas en mesure de respecter ses obligations financières lorsque celles-ci sont exigibles. La Société gère ses liquidités de manière à régler ses passifs lorsqu'ils seront exigibles en surveillant constamment ses flux de trésorerie réels et projetés. Au cours des derniers exercices, la Société a financé ses besoins en liquidités principalement par la vente de titres de créance et de participation et par l'émission d'actions. La Société dispose des liquidités suffisantes pour faire face à ses obligations de fonds de roulement et poursuivre ses activités pour les douze prochains mois. Puisque les activités actuelles sont déficitaires, la Société pourrait nécessiter l'apport de capitaux supplémentaires pour poursuivre le développement et la commercialisation de sa technologie.

Au 31 mars 2019, les passifs financiers de la Société comportaient une échéance contractuelle de moins d'un an et correspondaient aux créditeurs et charges à payer et aux instruments financiers dérivés, pour un solde de 11,5 millions de dollars [6,4 millions de dollars au 31 mars 2018]. Le prêt porte intérêt payable trimestriellement au taux de 7 % ou 10 % selon des conditions particulières et vient entièrement à échéance le 5 février 2020.

18. RISQUES ET INCERTITUDES

Nous sommes engagés dans une industrie comportant divers risques et incertitudes. Les risques et les incertitudes sont décrits dans la Notice annuelle datée du 26 juin 2019 disponible sur SEDAR au www.sedar.com.

19. CONTRÔLES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers selon les IFRS.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2019, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou est susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle n'a été apportée à l'attention de la direction de la Société.

20. INFORMATION ADDITIONNELLE ET CONTINUE

Ce rapport de gestion a été préparé en date du 26 juin 2019. Des renseignements supplémentaires sont disponibles sur SEDAR au www.sedar.com.

D-BOX^{MD}, D-BOX Motion Code^{MD}, LIVE THE ACTION^{MD}, ARCHITECTE DU MOUVEMENT^{MD} et MOVE THE WORLDTM sont des marques de commerce de Technologies D-BOX inc. Les autres noms sont uniquement publiés à titre indicatif et peuvent représenter des marques de commerce de leurs propriétaires respectifs.